

Conseil national du PCF
26 février 2007

Anne Jollet
Paris

A quand des signes politiques clairs ?

Un rapport qui in fine nous flatte ici : une droite puissante, face à elle une mauvaise candidate de gauche à laquelle nous opposons une bonne candidate de gauche. Certains débats aujourd'hui pourraient d'ailleurs nous laisser penser que nous sommes à la veille de gouverner et qu'il est urgent de régler un certain nombre de divergences en matière de politiques économiques. Tout cela est bien plaisant à entendre, mais loin de la donne politique réelle.

Le rapport, qui dit bien la difficulté de la gauche à convaincre, minimise l'onde de choc provoquée par la rupture du processus unitaire en décembre dont l'effet dévastateur se poursuit. On fait trop comme si il n'y avait pas des collectifs, des unitaires qui continuent vaillamment à avancer, comme s'il n'y avait pas pluralité des candidatures, pas de candidature Bové, pas de candidature Besancenot. Le possible blocage de ces candidatures par la loi des 500 signatures et ses conséquences politiques y est finalement sorti du débat, alors qu'il s'agit d'un des débats importants du moment sur le fonctionnement de nos institutions. Il nous met à côté d'une réflexion nécessaire qui intéresse beaucoup nos concitoyens et dans laquelle notre engagement sur la VIe constitution devrait nous placer aux avant-postes. L'absence d'engagement peut même laisser penser que nous attendons un effet d'aubaine de ces non-candidatures. Or, cela n'est bon ni du point de vue de la crédibilité de nos engagements en matière de fonctionnements politiques neufs à promouvoir, ni du point de vue d'un réalisme politique devant conduire à privilégier l'expression des idées antilibérales.

Que cela nous plaise ou non, nous savons que nous ne sommes pas à même de rassembler sur notre seul nom l'ensemble de ces forces antilibérales. C'est donc l'affaiblissement de leur expression et de leur pouvoir d'intervention politique qui est en cause. Et nous aurions bien tort de nous en féliciter. Les perspectives d'un tel affaiblissement sont catastrophiques pour l'ensemble de cet arc de force et donc pour nous-mêmes, à moins que nous renoncions à nous placer dans cet arc pour rejoindre le giron de la grande social-démocratie.

Nous gagnerions donc en crédibilité politique mais aussi en audience à porter fort le droit légitime de ces autres candidats antilibéraux à être présents dans le débat électoral.

La position du rapport sur les législatives n'est pas à même de favoriser non plus la cohérence de notre choix politique, cohérence qui, seule, pourrait donner à notre campagne une crédibilité à même de mobiliser. Nous avons là l'opportunité de donner des gages forts quant à la réalité de notre volonté unitaire, quant à notre détermination à poursuivre la démarche issue des collectifs du Non. Pour cela, il faut accepter que les législatives s'inscrivent en partie dans une logique différente des présidentielles, fassent place à la construction de véritables candidatures unitaires et nous devrions en tant que direction nationale, aujourd'hui, produire une expression claire en ce sens.